

Situation économique et financière du Qatar

1. Les fondamentaux macroéconomiques demeurent solides malgré le ralentissement de l'activité

Le dynamisme de la filière gazière (3^{ème} réserves mondiales de gaz naturel, 1^{er} exportateur mondial de gaz naturel liquéfié – GNL – avec 30% de parts de marché) a permis au Qatar d'enregistrer sur la période 2007-2011 la plus forte croissance économique à l'échelle mondiale (16,1% par an en moyenne) et d'accéder au 1^{er} rang mondial de la richesse par habitant (PIB/hab de 125 000 USD en parité de pouvoir d'achat en 2016).

La croissance économique a depuis ralenti (3,8% par an en moyenne sur la période 2012-2016, 2,2% en 2016), dans un contexte marqué par la volonté du gouvernement de diversifier l'économie locale et par la forte baisse du cours du baril depuis 2014. Ce ralentissement s'est poursuivi en 2017, la croissance du PIB s'étant établie à 1,5% sur les neuf premiers mois de l'année.

Dans cet environnement plus contraignant, le Qatar a été confronté en 2016 à une situation de « double déficit », une première depuis 1999. Le solde courant est passé d'un excédent de 24% du PIB en 2014 à un déficit de 5,5% du PIB en 2016. Dans le même temps, le solde public est passé d'un excédent de 12,3% du PIB à un déficit de 9% du PIB.

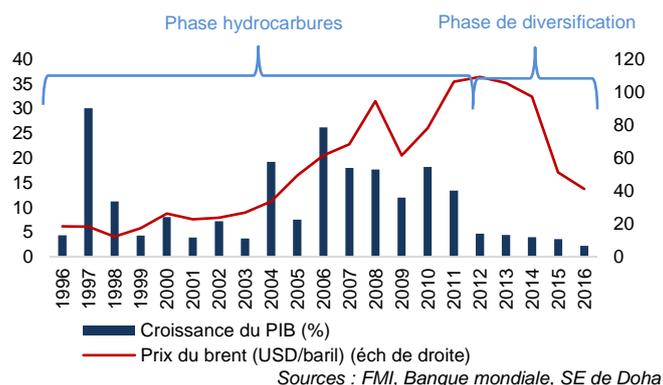
Cette situation inédite a contraint les autorités à s'engager dans un processus de rationalisation des dépenses, qui s'est traduit, entre autres, par une baisse des subventions sur l'eau et l'électricité, la mise en place d'une révision mensuelle des prix de l'essence et du diesel (qui restent subventionnés), un vaste remaniement des ministères et la suspension de certains projets d'infrastructures. Les coupes budgétaires ont jusqu'ici épargné, en revanche, les développements jugés prioritaires, liés à la préparation de la Coupe du monde 2022 (stades, infrastructures de transport) et au plan *Qatar National Vision 2030* (éducation, santé), ainsi que les domaines de la défense et de la sécurité.

Les fondamentaux macroéconomiques du Qatar demeurent néanmoins solides. D'abord parce que l'Emirat est l'un des pays de la région où le *fiscal breakeven oil price* est le plus bas (46,8 USD en 2017 selon le FMI). Ensuite parce que le financement du déficit public a pu être assuré sans difficultés, en s'appuyant sur les dépôts bancaires du gouvernement et sur l'emprunt sur les marchés domestique et international (autour de 14 Mds USD en 2016, dont 9 Mds USD sur le marché international). Enfin car les indicateurs de solidité et les performances du secteur bancaire restent très satisfaisants¹.

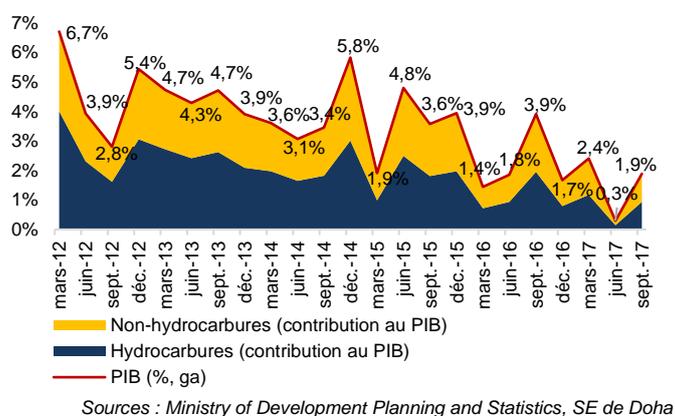
Dans ce contexte, la croissance du PIB devrait rester supérieure à celle des pays du CCEAG en 2017 (2,5% selon les plus récentes prévisions du FMI) et la hausse du cours du baril devrait générer une amélioration des soldes courant et public, dont l'évolution reste encore étroitement liée au marché des hydrocarbures. Le solde courant est ainsi repassé à l'excédent sur les neuf premiers mois de 2017, à 2,8% du PIB, le déficit budgétaire ayant quant à lui été ramené à 5,5% du PIB.

A moyen terme, suite à la levée du moratoire sur le champ North Field, annoncée en avril 2017, l'augmentation des capacités de production de GNL (+30% d'ici 2024, avec la construction de plusieurs nouveaux trains de liquéfaction) devrait générer de l'activité sur l'ensemble de la chaîne des hydrocarbures –

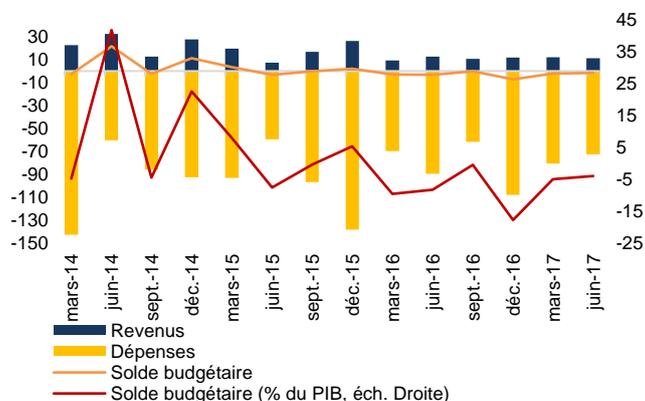
Croissance du PIB, annuelle



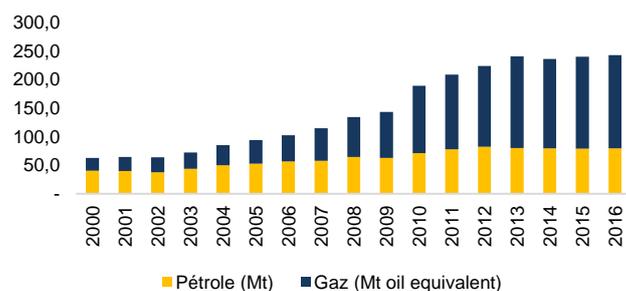
Croissance du PIB, trimestrielle



Solde public, trimestriel



Production de pétrole et de gaz naturel



¹ Le ratio moyen de solvabilité s'établissant à 16,1%, le taux de créances douteuses à 1,3% et la rentabilité moyenne des actifs et des fonds propres respectivement à 1,7% et 14,5% à fin 2016.

Qatar jouissant également d'une position de premier plan sur plusieurs segments de l'aval pétro-gazier (GTL, hélium, pétrochimie).

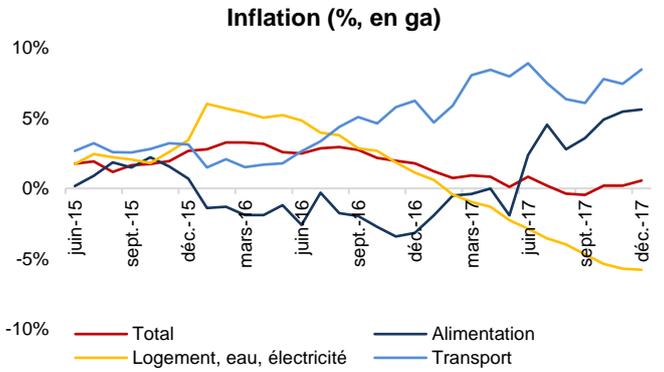
Dans le même temps, la diversification de l'économie devrait se poursuivre graduellement, les secteurs hors-hydrocarbures ayant pesé à hauteur de 50,5% du PIB en 2016 (51,2% sur les neuf premiers mois de 2017), contre 40% en 2011, et plusieurs champions nationaux (Qatar Airways, Ooredoo, Qatar National Bank) étant devenus des acteurs d'envergure internationale sur leurs marchés respectifs.

2. L'économie se montre jusqu'ici résiliente face à la crise régionale

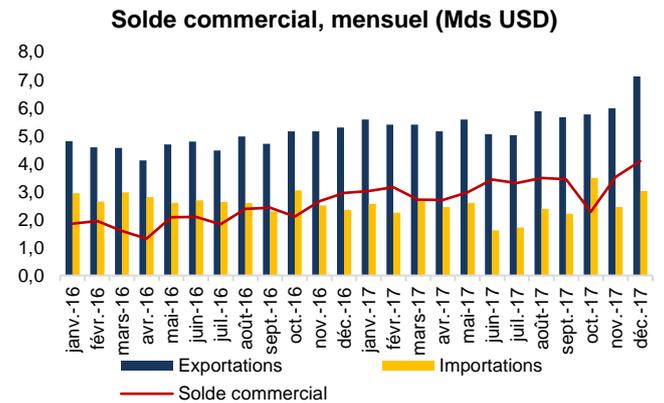
L'impact des mesures prises à l'encontre du Qatar depuis le 5 juin dernier est à ce stade contenu. Après un creux au T2 2017 (+0,3% en ga), la croissance du PIB a rebondi au T3 (+1,9% en ga), notamment grâce au regain d'activité dans le secteur des hydrocarbures. La poursuite des livraisons d'hydrocarbures et dérivés a permis d'écartier l'hypothèse d'une dégradation du solde commercial, qui bénéficie au contraire de la hausse du cours du baril. La réorganisation rapide des voies d'approvisionnement, passée notamment par la mise en place de nouvelles lignes directes vers le port Hamad, a permis d'éviter les pénuries et l'inflation demeure sous contrôle (0,4% en ga en 2017).

Le secteur financier a également pu faire face à la conjoncture sans difficultés majeures jusqu'ici. Le soutien des autorités (notamment via des injections de devises) a permis de minimiser l'impact des sorties de capitaux sur la liquidité, qui poursuit son amélioration², visible depuis le début de l'année 2017, et de préserver l'ancrage du QAR à l'USD.

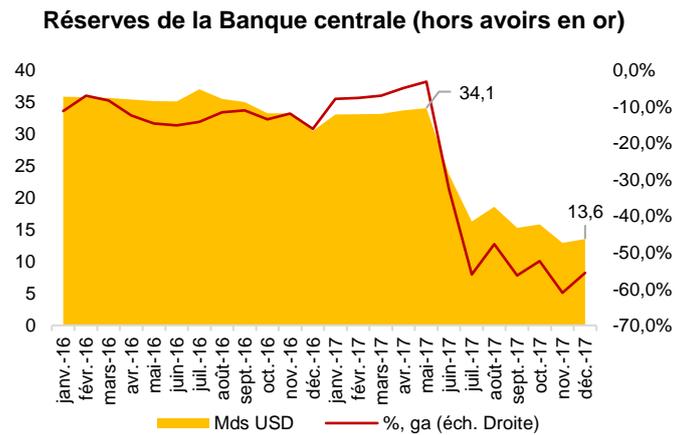
A moyen-terme, la crise régionale pourrait conduire le Qatar à accentuer son ouverture à l'international et à accélérer la diversification de son économie, les autorités multipliant depuis l'été 2017 les mesures visant à attirer les investisseurs étrangers et à soutenir le développement du tissu productif local³.



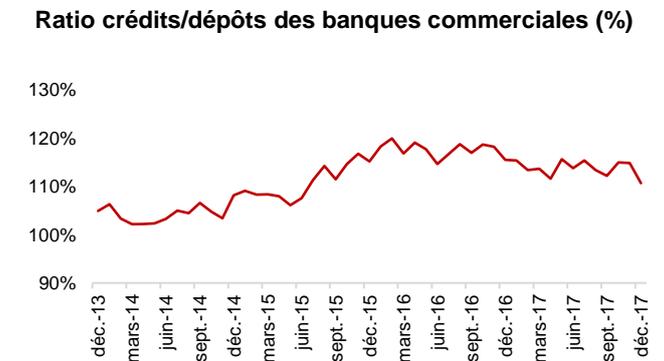
Sources : Ministry of Development Planning and Statistics, SE de Doha



Sources : Ministry of Development Planning and Statistics, SE de Doha



Sources : Banque centrale, SE de Doha



Sources : Banque centrale, SE de Doha

Suivi par : Margot Briole et Pauline Quinebeche

² Le ratio crédits/dépôts ayant été ramené de 115,5% à fin 2016 à 110,7% à fin 2017.

³ Ces mesures concernent l'entrée sur le territoire et le droit de résidence (gratuité de visas touristiques pour 80 nationalités, création annoncée d'une plateforme en ligne pour les visas de travail, réflexions autour de la création d'un permis de résidence permanente), l'investissement dans les zones économiques spéciales (nouvelle loi promulguée en novembre), et plus largement l'investissement étranger dans les entreprises locales (nouvelle loi autorisant l'investissement étranger à 100% dans les sociétés locales dans la plupart des secteurs, non encore promulguée), mais également les partenariats public-privé (nouvelle loi en préparation).

1/ Un petit pays riche en ressources naturelles

- Population : 2,6 M (fin 2017)
- 56^{ème} économie mondiale : PIB de 156 Mds USD (2016)
- 1^{er} PIB/hab en PPA : 125 000 USD (2016)
- 3^{ème} réserves mondiales de gaz naturel : 24 300 Mds de m³ (2016)
- 1^{er} exportateur mondial de GNL : 77 Mt (2016)

6/ Une stratégie de diversification qui commence à porter ses fruits

- 50^{ème} aéroport mondial : 37,3 M de passagers (2016)
- Arrivée de touristes : 2,9 M (2016), 2,26 M (2017)
- Qatar National Bank : 1^{ère} banque du Moyen-Orient en termes d'actifs
- Ooredoo : >100 M d'abonnés au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie
- Indice global de compétitivité : 18^{ème} rang mondial

2/ Après une période faste, un ralentissement de la croissance ces dernières années

- 2007-2011 : + 16,1% par an en moy.
- 2012-2016 : + 3,8% par an en moy.
- 2017 : + 1,5% sur les 9 premiers mois (prév. de 2,5%)

3/ Un environnement budgétaire plus contraignant

- Solde public : - 9% du PIB en 2016
- 5,5% du PIB sur les 9 premiers mois de 2017
- Solde courant : - 1,9% du PIB en 2016
- + 2,8% du PIB sur les 9 premiers mois de 2017
- Dette publique : 56,5% du PIB (fin 2016)

4/ Système bancaire : des fondamentaux solides

- Actifs bruts : 347 Mds USD à fin 2016 (63% du PIB), 375 Mds USD à fin 2017
- Ratio de solvabilité : 18,1% en moy. (2016)
- Rentabilité des actifs : 1,7% en moy. (2016)
- Rentabilité des fonds propres : 14,5% en moy. (2016)
- Créances douteuses / prêts bruts : 1,3% (fin 2016)
- Ratio prêts / dépôts : 110,7% (fin 2017)
- Note souveraine : AA-/AA3 (perspective négative)



5/ Des ressources financières importantes

- Avoirs de la Banque centrale (hors avoirs en or) : 13,6 Mds USD (fin 2017)
- Actifs du fonds souverain : 320 Mds USD (SWFI, fin 2017), 236 Mds USD (FMI, fin 2016)
- Investissements directs à l'étranger, stock : 51 Mds USD (2016)
- Investissements directs à l'étranger, flux : 7,9 Mds USD (2016)

Source : SE de Doha